



Otros Mundos A.C.
/ Les Amis de la Terre Mexique

San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, Mexique
Vendredi 31 octobre 2014

i Justice pour Rémi Fraise!

À la famille et aux amis de Rémi Fraise,
À l'association Nature Midi-Pyrénées,
Aux opposants au barrage de Sivens,
Aux défenseurs de la Terre Mère de France et du Mexique,
À la société civile de France et du Mexique,
Aux médias français et mexicains,

La défense de la Terre Mère n'a pas de frontière, et, malheureusement, la répression contre ceux qui luttent pour elle, est elle aussi universelle. Partout dans le monde des gens se battent contre la construction de barrages et pour la préservation des fleuves et des rivières, et rêvent d'un monde où le respect de l'environnement et des droits de l'homme compterait plus que les intérêts capitalistes. Rémi Fraise était l'un de ces rêveurs. Il n'avait que 21 ans lorsqu'il a été tué par les forces de la gendarmerie nationale le dimanche 26 octobre, peu après deux heures du matin, alors qu'il manifestait contre la construction du barrage de Sivens (Tarn). Selon les premiers éléments de l'enquête sur la mort de Rémi, ce dernier aurait été touché par une grenade lancée par un gendarme qui aurait atterri sur son sac-à-dos et explosé dans le haut de son dos, provoquant sa mort instantanée.

En tant que membres de l'association Otros Mundos A.C./ Les Amis de la Terre Mexique, qui faisons partie du Mouvement mexicain de personnes affectées par les barrages et en défense des fleuves et des rivières (MAPDER), nous souhaitons exprimer nos plus sincères condoléances et toute notre solidarité à la famille et aux amis de Rémi. Nous souhaitons leur dire qu'ici aussi, au Mexique, nos camarades se font assassiner lorsqu'ils luttent contre des barrages. Ce fut le cas notamment de Noé Vázquez, opposant au barrage du Naranjal dans l'état de Veracruz, en août 2013, et d'Atilano Román, leader du groupe de personnes affectées par le barrage de Picachos dans l'état de Sinaloa, le 11 octobre 2014. Ici aussi les forces de l'ordre assassinent le peuple, comme vous avez pu le voir le 26 septembre lors du massacre perpétré à Iguala par des policiers municipaux contre des étudiants de l'Ecole Normale Rurale d'Ayotzinapa (Guerrero), tous fils de paysans et ardents défenseurs de la terre.

Le gouvernement français est encore loin d'atteindre un niveau de violence d'Etat comparable à celui qui règne au Mexique, où le président Enrique Peña Nieto mène une guerre de basse intensité contre tous les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, mais ses méthodes répressives sont préoccupantes. Il n'est pas acceptable qu'un adolescent soit tué par un gendarme, dans un Etat de droit. Au lendemain de la tragédie, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a interdit l'usage de grenades dites "offensives" par les forces de l'ordre, mais cette décision est tombée trop tard. Rémi n'aurait jamais dû être la cible d'une grenade ni d'aucune autre arme des gendarmes. Son action était pacifique. Nous tenons à rappeler que Rémi était diplômé en gestion

et protection de l'environnement et qu'il travaillait comme botaniste volontaire au sein de l'association Nature Midi-Pyrénées, dédiée à la préservation de l'écosystème dans la région. Il rêvait de s'acheter un terrain pour cultiver des plantes médicinales et de vivre en harmonie avec la nature.

Comme tout écologiste connaissant la région, Rémi était opposé à la construction du barrage de Sivens, qui va détruire une grande partie de la zone humide du Testet, une aire de 18,8 hectares réputée pour la richesse de sa faune et de sa flore, composée d'une ripisylve et de prairies et considérée comme l'une des plus importantes de la région en raison de sa biodiversité. Ce territoire abrite plus de 90 espèces animales protégées et une quinzaine de plantes rares qui finiront inondées si le barrage, qui mesurera 13 mètres de haut, voit le jour.

Rémi est arrivé au Testet le samedi 25 octobre dans l'après-midi pour soutenir le mouvement d'opposition au barrage. Depuis 2013, un groupe d'activistes s'est installé dans un campement pacifique dans la zone de construction pour empêcher que les travaux ne commencent. Depuis leur arrivée, et plus encore depuis que les promoteurs du projet ont commencé à tailler les arbres dans la zone en septembre, les activistes sont régulièrement assaillis par les forces de la Gendarmerie qui tentent de les déloger. Ce samedi 25 octobre, les gendarmes étaient présents sur le site et des affrontements ont eu lieu avec les manifestants. C'est lorsque Rémi s'est approché des heurts, vers deux heures du matin, qu'il a été touché par une grenade et a perdu injustement la vie.

Depuis cette nuit tragique, le gouvernement français étudie la possibilité de suspendre le projet. Nous regrettons que les autorités aient attendu la mort d'un jeune citoyen français pour réfléchir à la légitimité de la construction de ce barrage pensé sans que le peuple eût été consulté, et des méthodes violentes avec lesquelles il lui est imposé. Nous attendons que justice soit faite pour Rémi Fraisse et que soient condamnés les auteurs de ce crime d'Etat. Encore une fois, nous tenons à exprimer toute notre solidarité depuis le Chiapas à sa famille et à ses amis, ainsi qu'à tous ceux qui continuent de lutter contre la construction du barrage de Sivens et à ceux qui manifestent aujourd'hui dans tout l'Hexagone pour réclamer que justice soit faite pour Rémi. Nous sommes avec vous !

i Justice pour Rémi !

Non à la répression contre les défenseurs des cours d'eau et aux opposants aux barrages dans le monde !

Otros Mundos A.C. / Amigos de la Tierra México

<http://otrosmundoschiapas.org/>